



DJIBOUTI



DOCUMENT PROGRAMME PAYS

Consolider le chemin de la résilience et de la durabilité

2019 - 2024



Djibouti, Juillet 2019

Supported by



Sweden
Sverige

République de Djibouti

DOCUMENT PROGRAMME PAYS

Consolider le chemin de la résilience et de la durabilité 2019-2024

Djibouti, Juillet 2019

Document préparé par un groupe d'experts nationaux avec l'appui de l'IGAD

Table des métiers

I ABRÉVIATIONS.....	iii
II PRÉFACE	v
III REMERCIEMENTS.....	vi
IV RÉSUMÉ.....	vii
1. INTRODUCTION.....	1
2. CONTEXTE REGIONAL, NATIONAL ET LOCALE	3
3. OBJECTIVE ET RATIONALE DU DOCUMENT PROGRAMME PAYS	5
4. OPPORTUNITE ET DEFI POUR LE DOCUMENT PROGRAMME PAYS.....	6
5. DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES	8
5.1 GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	8
5.1.1 DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES EN EAU.....	8
5.1.2 DÉVELOPPEMENT DES PÂTURAGES EN RANGELAND.....	9
5.1.3 UN ACCÈS ÉQUITABLE SÉCURISER AUX RESSOURCES NATURELLES.....	9
5.1.4 GESTION ENVIRONNEMENTALE, Y COMPRIS LA BIO-DIVERSITÉ	10
5.1.5 DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES	10
5.2 ACCÈS AU MARCHÉ, COMMERCE ET SERVICES FINANCIERS.....	11
5.2.1 DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS, DES MARCHÉS ET DES INFRASTRUCTURES.....	11
5.2.2 SÉCURISER LA MOBILITÉ DU BÉTAIL.....	12
5.2.3 ACCÈS À DES SERVICES FINANCIERS SÛRS ET ABORDABLES.....	12
5.2.4 RENFORCEMENT DU COMMERCE REGIONAL ET TRANSFRONTALIER	12
5.3 DIVERSIFICATION DE LA PRODUCTION ET DES MOYENS DE PRODUCTION AMÉLIORÉS.....	13
5.3.1 PRODUCTION ANIMALE, SANTE ET NUTRITION.....	13
5.3.2 PRODUCTION DE CULTURES ET PRODUCTIVITÉ	14
5.3.3 DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE.....	14
5.3.4 DIVERSIFICATION DES REVENUS.....	15
5.3.5 FILET DE SECURITE PRODUCTIVE	15
5.3.6 MESURES ET NORMES RELATIVES AU CONTRÔLE DE LA MALADIE TRANS-BOUNDARY & SPS.....	16
5.4 GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE	16
5.4.1 SYSTÈMES D'ALERTE RAPIDE ET RÉPONSE.....	16
5.4.2 LA PLANIFICATION D'URGENCE	17

5.4.3 RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET ADAPTATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	18
5.4.5 RENFORCER LA GOUVERNANCE DE RISQUE DE CATESTROPHE.....	18
5.5 RECHERCHE, GESTION DES CONNAISSANCES ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE	18
5.5.1- SOUTIEN À LA RECHERCHE APPLIQUÉE / ADAPTIVE	19
5.5.2 SYSTÈMES DE CONSULTATION ET D'EXTENSION	19
5.5.3 GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATION.....	19
5.6 CONSOLIDATION DE LA PAIX, PRÉVENTION ET RÉOLUTION DES CONFLITS.....	20
5.6.1 MECANISMES DE RENFORCEMENT DE LA PAIX ET DE MEDIATION	20
5.6.2 RÉOLUTION DE CONFLIT	20
5.7 COORDINATION, RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET PARTENARIATS	21
5.7.1 COORDINATION ET GESTION DE PLATE-FORME	21
5.7.2 RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS.....	21
5.7.3 RENFORCEMENT DES PARTENARIATS	22
5.7.4 MOBILISATION DES RESSOURCES.....	22
5.7.5 SURVEILLANCE, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE	22
5.8 CAPITAL HUMAIN, GENRE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL.....	23
5.8.2 ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA FORMATION	23
5.8.3 PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES.....	23
5.8.4 FILETS DE SECURITE SOCIALE.....	24
5.8.5 MIGRATIONS ET DÉPLACEMENTS.....	24
6. MISE EN ŒUVRE ET DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES AUX NIVEAUX NATIONAL ET SOUS-NATIONAL.....	25
7. PRIORITES REGIONALE	26
8. SUIVI-EVALUATION ET APPRENTISSAGE.....	27
9. REFEREENCES	28
10. ANNEXES.....	29
10.1 PLAN D'INVESTISSEMENT POUR LES 5 ANNEES A VENIR	29
10.2 LISTE DES PROJET EN COURS/PLANNIFIES.....	40

i. Abréviations

ASAL	Terres Arides et semi arides
AUC	Commission syndicale
BAD	Banque africaine de développement
CEWARN	Mécanisme d'Alerte Précoce et d'Intervention en cas de Conflit
CSADR	Cluster sur la sécurité alimentaire et le développement rural
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
DPP	Document de Programmation Pays
DRSLP	Drought Resilience and Sustainable Livelihoods Programme
CEA	Communauté Est-Africaine
EUR	Euro
FAO	Food and Agriculture Organization
HOA	Corne de l'Afrique
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CPACI	Centre de Prévision et d'Applications du Climat de l'IGAD
IDDRSI	Initiative de résistance et de durabilité des catastrophes de la sécheresse de l'IGAD
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ILRI	Institut International de Recherche sur l'Élevage
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
FIDA	Fonds international de développement agricole
ONG	Organisations non gouvernementales
MAEPE-RH	Ministère de l'Agriculture de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques
MERH	Ministère de l'Énergie chargé des Ressources Naturelle
MHUE	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Environnement
CEP	Cellule d'Exécution des projets
ONU	Organisation des Nations unies
PAAA	Soutien l'adaptation au changement climatique des communautés rurales en régions montagneuses de Djibouti
PDCP	Programme de Développement de la Communauté Pastorale
PIA	DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES
PIN	Programme d'investissement public
PTH	Projet Tadjourah Hanlé
PZC	Mise en œuvre des interventions prioritaires du PANA pour renforcer la résilience dans les zones côtières les plus vulnérables de Djibouti
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNRS	Rapport National sur la Résilience à la Sécheresse

ii. Preface

Le Document Programme Pays (2019-2024) a été élaboré grâce à une large participation des parties prenantes associant le gouvernement et les partenaires de développement. C'est le successeur du DPP (2013-2017), qui a été mis en œuvre avec succès et qui a bien progressé dans la lutte contre les situations d'urgence liées à la sécheresse.

Le DPP a été mis en œuvre dans le cadre du programme commun pour mettre fin aux situations de sécheresse adopté par les pays membres de l'IGAD et lancé officiellement au niveau national au mois d'août 2013.

Le DPP révisé de Djibouti met clairement l'accent sur les solutions à long terme pour la programmation du développement, le renforcement de la résilience et met fin des interventions d'urgence et de réponse humanitaire à court terme en cas de catastrophe.

Ce DPP reconnaît et souligne la nécessité et l'importance de promouvoir la coopération nationale, régionale et internationale afin d'atteindre la résilience et de mettre fin aux situations de sécheresse afin de maintenir et d'améliorer la vie et les moyens de subsistance des communautés des terres arides et semi-arides couvrant Djibouti et la majorité de la Corne d'Afrique.

Le DPP présente un nouvel ensemble de domaines d'intervention prioritaires avec des domaines d'intervention stratégiques détaillés alignés sur l'objectif général de l'IDDRSI de l'IGAD et parfaitement harmonisés avec d'autres pays pour renforcer le leadership, la programmation et l'apprentissage effectif de la résilience face aux catastrophes.

Il souligne également la nécessité de hiérarchiser efficacement les besoins des groupes socialement exclus, tels que les femmes, les minorités, les personnes handicapées et les personnes déplacées, dans tout processus de renforcement de la résilience afin de garantir que toute programmation doit être efficace et effective et responsabilise les groupes les plus vulnérables de la population.

Je prévois et insiste pour que les donateurs, les décideurs et les programmeurs considèrent le présent DPP révisé comme un ensemble complet de priorités pour la mise en place de nouvelles voies de réduction des risques de sécheresse et de renforcement de la résilience à Djibouti et dans la région.

Je remercie sincèrement tous les ministères sectoriels, les partenaires de développement et diverses agences gouvernementales et non gouvernementales qui ont participé activement à la révision du DPP.

Ibrahim Elmi Mohamed

Président de sous-groupe de résilience et Secrétaire General du Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche et de l'Élevage en charge des Ressources Halieutiques



iii. Remerciements

Le gouvernement de Djibouti tient à remercier le soutien précieux et à exprimer sa gratitude aux parties prenantes qui ont contribué à l'élaboration et à la révision ultérieure de ce DPP. Nous remercions tout particulièrement le secrétariat de l'IGAD, Plateforme coordination d'IDDRSI, ainsi que le coordinateur d'IDDRSI pour Djibouti d'avoir participé à la collecte d'informations pour le présent document de programmation par pays (DPP).

Nous reconnaissons également le soutien et la contribution du personnel du différents Ministères, des experts techniques et des personnes-ressources du gouvernement de Djibouti pour leur précieuse contribution technique. Le partenariat sans entraves et le partage d'expérience de tous les individus et représentants des États membres de l'IGAD , en Éthiopie, au Kenya, en Somalie, au Soudan du Sud, au Soudan et en Ouganda qui, à titre personnel et tout au long des travaux de groupe et des discussions en plénière, ont fourni des informations lors de la réunion régionale de l'IGAD. Les réunions et les ateliers de niveau IDDRSI sont grandement appréciés.

iv. Résumé

Le présent DPP s'inspire de la Vision 2030 de Djibouti, qui est la stratégie de développement à long terme du pays qui vise à transformer Djibouti en un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure de l'industrialisation offrant une qualité de vie élevée à tous ses citoyens d'ici 2030. Le document est également guidé par les stratégies sectorielles de différentes institutions nationales. Le document s'efforce de déplacer l'économie de Djibouti vers une trajectoire de croissance supérieure afin d'atteindre l'objectif d'un taux de croissance économique de 10% d'ici à la fin de la période de planification (2019-2024).

Le document donne la priorité aux politiques, programmes et projets qui généreront une croissance économique inclusive, une création plus large et une réduction de la pauvreté et des inégalités, prenant en compte les impacts du changement climatique et respectant les 17 objectifs de développement durable (ODD), et les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Le document s'appuie sur les acquis obtenus jusqu'à présent dans des secteurs clés de l'économie, notamment la réalisation des projets lancés au cours de la première phase.

Le DPP révisé est une stratégie quinquennale qui identifie les domaines d'intervention prioritaires avec des investissements et des interventions stratégiques spécifiques structurés et catégorisés visant à mettre en place des communautés, des infrastructures et des systèmes résilients aux niveaux national et sous-national.

Le DPP révisé tient compte des initiatives existantes du gouvernement et des partenaires de développement, et servira également de programme de coordination de la programmation et de mobilisation des ressources pour les investissements nécessaires pour contribuer à renforcer les situations de crise dues à la sécheresse. Le DPP révisé définit huit domaines d'intervention prioritaires, regroupés en huit composantes: (1) gestion des ressources naturelles et de l'environnement, (2) accès aux marchés, commerce et services financiers, (3) amélioration de la production et diversification des moyens d'existence, (4) gestion des risques de catastrophe, (5) recherche, gestion des connaissances et transfert de technologie, (6) consolidation de la paix, prévention et résolution des conflits, (7) coordination, renforcement institutionnel et partenariats et (8) capital humain, égalité des sexes et développement social.

1. INTRODUCTION

La République de Djibouti est un pays situé à la Corne de l'Afrique avec une population de 818.159 habitants (source du recensement RGPH¹) sur une superficie de 23.200 Km², dont elle partage une frontière terrestre avec l'Éthiopie, l'Érythrée, la Somalie et maritime avec le Yémen.

Le pays est caractérisé par un climat aride à semi désertique qui rend le pays extrêmement vulnérable aux sécheresses et à la rareté de l'eau. Les précipitations sont irrégulières, avec une moyenne annuelle de l'ordre 150-300 mm qui varie selon les régions du pays. Les températures moyennes sont comprises entre 17° et 42° avec des taux d'évapotranspiration de l'ordre de 2000 mm par an.

De part sa position géographique et ses spécificités climatiques, Djibouti est exposé à de nombreux aléas naturels: (i) sécheresses aiguës survenant environ tous les 4 ans depuis 1996 ; (ii) fortes inondations revenant en moyenne tous les 10 ans; (iii) fréquents séismes atteignant des magnitudes de 4 à 5 sur l'échelle de Richter ; (iv) volcanisme dans la région de la dépression d'Afar ; et (v) incendies liés aux périodes sèches prolongées.

Le pays fait face depuis 2007 à une sécheresse chronique sans précédent qui a gravement affecté plus de 120 000 personnes dans les zones rurales soit 50% de la population rurale et 15% de la population totale.

Les moyennes de précipitations à Djibouti sont estimées à seulement 130 mm par an, alors que la moyenne annuelle en Afrique de l'Est est de 250 mm.

Le seuil théorique de rareté fixé par la Banque Mondiale à 1000 m³ par habitant et par an place la République de Djibouti, avec moins de 270 m³ d'eau douce par an et par habitant en 2009, parmi les pays les plus pauvres en matière de potentialités hydriques.

En dépit des efforts considérables des interventions du programme pays IDDRSI de Djibouti (2012/2017), la situation pour la République de Djibouti reste d'actualité.

Compte tenu de l'impact des faibles précipitations la saison actuelle de Diraac / Soughoum (Mars-Mai) qui constitue les pluies intermédiaires en termes de volume et du début de la période de soudure, il faut s'attendre à une détérioration de la sécurité alimentaire au cours des six prochains mois. De plus, l'afflux massif de réfugiés provenant principalement du Yémen et de la Somalie contribue à l'augmentation des besoins humanitaires.

Djibouti se caractérise par une économie duale. D'un côté, on trouve un secteur moderne, basé sur des revenus de rente provenant des ports et des bases militaires louées par des contingents étrangers pour l'environnement urbain. D'autre part, le milieu rural n'a pas accès aux services de bases. L'économie est axée sur les services, notamment les transports et services connexes, en raison de la position géostratégique du pays dans le golfe d'Aden, au carrefour de corridors maritimes importants pour l'acheminement de biens et de pétrole. La construction, l'hôtellerie et les télécommunications se développent, mais leur poids reste marginal.

¹RGPH: Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

Le chômage reste toujours massif et affecte 39,1% des actifs (EDAM4-IS 2018). Ce taux élevé de chômage s'explique en partie par le fait que la croissance économique de 7% n'a pas permis d'améliorer la situation d'emploi des populations pauvres, notamment les jeunes et les femmes. En effet, le chômage touche plus les jeunes et les femmes avec respectivement 62,8% et 65,6% de taux de chômage.

La revue du document programme pays 2012-2017 ainsi que la planification du nouveau document de programme pays 2019-2024 a utilisé une démarche participative en faisant appel aux différents acteurs institutionnels gouvernementaux en charge des différents domaines d'intervention du programme pays concernant la vision de mettre fin aux urgences liées aux sécheresses dans la corne de l'Afrique.

De ce fait, un atelier de lancement des travaux d'évaluation du programme pays IDDRSI (2012-2017) et de préparation du cadre de planification du nouveau document programme pays IDDRSI (2019-2024) a été organisé le 17 Mars 2019 au Ministère de l'Agriculture avec la présence du Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture (assurant la présidence de l'atelier, conformément à la coordination de la résilience du ministère de l'Agriculture), ainsi que les représentants des ministères techniques impliqués aux domaines d'intervention du programme et les experts de l'IGAD.

A la suite des travaux, une équipe de 6 experts ont été sélectionnés pour l'élaboration du nouveau document programme pays (2020-2024) et sur cette base un agenda de travail et un canevas de rédaction a été dressé et validé en concertation.

La réalisation de cette consultation se fait essentiellement en plusieurs étapes: Il s'agit de méthodes et stratégies utilisées en vue d'apprécier les résultats que l'on s'est fixé. Ainsi pour cette étude, l'on a choisi deux (2) techniques: la recherche documentaire et la rencontre des personnages clés des différentes institutions à l'échelle nationale.

Un atelier régional de réduction du Document Programme Pays a été organisé à Entebbe, Ouganda entre 2-11 juillet 2019 par laquelle l'équipe des experts de chaque pays ont participé. Ensuite une personne par a été sélectionnée pour finaliser le document sur la base un canevas approuvé lors de l'atelier. Le Document Programme Pays (2019-2024) a été validé par la sous-groupe de résilience le 30 Juillet 2019.

2. CONTEXTE REGIONAL, NATIONAL ET LOCALE

Selon un bilan hydrique établi par le CERD², 88% des précipitations sont repris par l'évaporation, 6% s'écoulent sous forme de ruissellement et 6% s'infiltrent vers les nappes d'eaux souterraines. A cause du caractère orageux et sporadique des pluies en combinaison avec l'absence de sols et de couverture végétale, les eaux de surface existent sous forme de crues de courte durée après des événements pluvieux.

Cette sécheresse a eu des effets multiples et cumulatifs provoquant (i) une forte baisse des nappes phréatiques et l'assèchement des puits traditionnels servant à l'approvisionnement en eau potable pour la population rurale et le cheptel ; (ii) la dégradation ou la disparition totale du couvert végétal dans de nombreuses zones de parcours, décimant ainsi le cheptel ; (iii) et le tarissement des puits dans les petits périmètres agricoles.

En outre la sécheresse a eu un impact majeur sur les revenus et les conditions de vie des ménages (surtout en zone rurale), la sécurité alimentaire ainsi que sur la prévalence de la malnutrition et la santé des populations, notamment les plus vulnérables.

En effet, les pertes en production agricole et en élevage liées à la sécheresse ont entraîné une sévère insécurité alimentaire des populations et un taux de malnutrition élevé chez les enfants de moins de cinq ans.

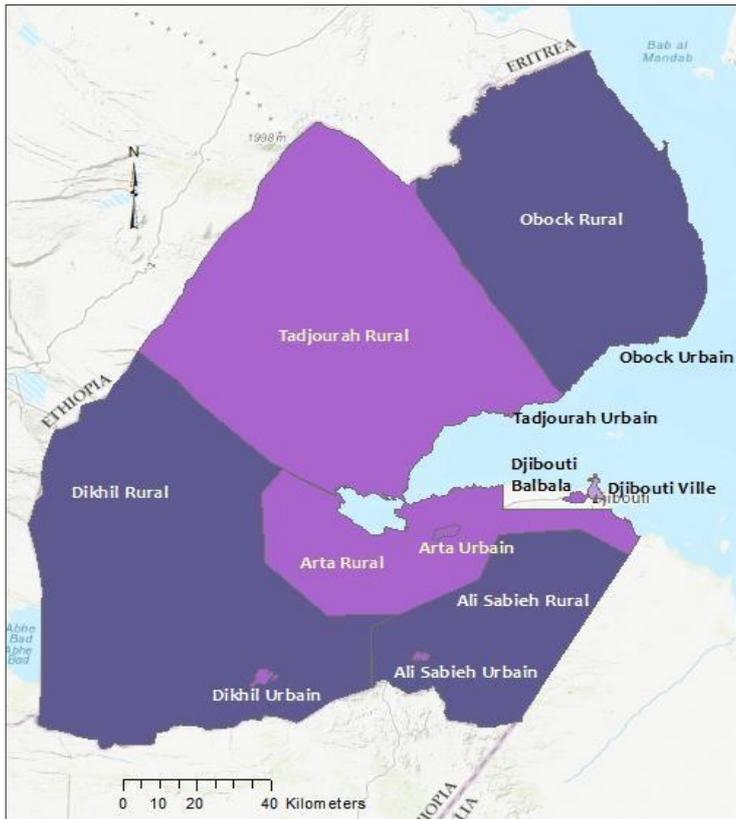
Les résultats de l'insécurité alimentaire chronique³ publiés en Mars 2019 par le GTT (Groupe de travail technique) de l'IPC (Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire) ont démontré que l'insécurité alimentaire chronique est plus prononcée en milieu rural (Niveau 4) qu'en milieu urbain (Niveau 3 dans les régions). Les résultats de la consommation alimentaire sur lesquels s'appuient ces conclusions démontrent un déficit important de la diversité alimentaire des ménages, et majoritairement chez les enfants, dû principalement à l'accès physique et financier limité.

L'insécurité alimentaire chronique en milieu rural a pour principale cause les sécheresses récurrentes au cours de la dernière décennie, ayant progressivement entraîné un épuisement des avoirs et des ressources naturelles des populations agropastorales (bétails, couverture végétale, accès fortement réduit à l'eau et quasiment aucun accès aux services de base électricité, eau potable, logement). Les éléments énumérés ci-dessus contribuent à l'accélération de l'exode rural vers les chefs-lieux des régions ainsi que vers la capitale.

Ces migrations ont engendré un accroissement des populations vivant dans des conditions très précaires dans les bidonvilles à la périphérie de Djibouti-ville, avec un accès très limité à des moyens d'existence plus stables.

² CERD: Centre des Etudes et de Recherche de Djibouti.

³ Les résultats de l'analyse IPC de l'insécurité alimentaire chronique sont valables pour une période de 5 ans (2018-2022), en l'absence de chocs inhabituels.



Classification de l'insécurité alimentaire chronique par zone

1-IAC Minimum



2-IAC Légère



3-IAC Modérée



4-IAC Sévère



Zone présentant des preuves



Insuffisantes



Zone non analysée



Récurrentes des crises: Zone classifiée

en crise ou pire durant au moins 3 ans. Au cours des 10 années précédentes

Le niveau cartographié représente la sévérité d'IAC la plus élevée pour >20% des ménages

3. OBJECTIVE ET RATIONALE DU DOCUMENT PROGRAMME PAYS

Au cours de cette période, les programmes, les projets et les actions mis en œuvre ont adressé des manières différenciées les priorités établies dans Document Programme Pays (DPP). Certains domaines prioritaires comme (i) l'Environnement et les Ressources Naturelles, (ii) l'Accès aux Marchés et le Commerce et les Services Financiers, (iii) les Moyens de Subsistances Locaux et les Services Sociaux de Base ont focalisés une grande partie des ressources financières mobilisées. D'autres, domaines comme, (i) la Gestion des risques de catastrophes, la Préparation et la Réponse, (ii) la Recherche, le Partage des Connaissances et le Transfert des Technologies et (iii) la Prévention, la Résolution des conflits et le Soutien aux Processus de la Paix ont insuffisamment reçus les ressources escomptées.

Enfin, d'autres domaines comme les (i) les Aspects Genre, (ii) les Energies Renouvelables et (iii) la Décentralisation n'ont pas été pris en compte dans le Document Programme Pays (DPP) initial.

Après la mise en œuvre de la phase I du Programme Pays IDDRSSI de Djibouti, à l'instar des autres Etats membres de l'IGAD, est invitée à examiner et à évaluer les progrès réalisés, les leçons apprises et les défis rencontrés dans la mise en œuvre de DPP d'IDDRSI.

Au cours de cette mise à jour du DPP, il s'agira également d'identifier les autres domaines en lien avec la résilience des communautés face à la sécheresse non pris en compte au cours de la période précédente et donc les programmes, actions et progrès peuvent directement ou indirectement contribués aux renforcement des domaines prioritaires du DPP pour la période 2020-2024.

En réponse à l'appel du gouvernement de Djibouti suite à la sécheresse de 2011, les agences des Nations Unies ont intensifié leurs interventions d'urgence dans le pays et ont pu mobiliser environ 20 millions de US\$ pour répondre aux besoins d'urgence.

Ces fonds ont été alloués d'année en année aux groupes ruraux vulnérables et aux réfugiés, qui ont du mal à sortir du système d'assistance permanente faute de la mise en place de programmes visant à briser progressivement le cercle infernal que constituent les crises alimentaires dues aux sécheresses récurrentes et l'impact de celles-ci sur les moyens d'existence des populations rurales notamment pastorales, en renforçant leurs capacités de prévention, dans une démarche et un objectif de développement durable voulus par le Gouvernement.

Face à cette situation, le gouvernement a décidé de mettre en place un vaste programme pour renforcer la capacité de résilience à la sécheresse et d'aller au delà de l'aide d'urgence sollicitée auprès de la communauté internationale lors de chacun de ces chocs.

Dans ce contexte, l'objectif attendu du Programme de Pays est de présenter un ensemble cohérent d'actions à entreprendre pour répondre aux besoins des communautés affectées, de renforcer la politique de développement durable en introduisant des mesures de prévention et de gestion des risques qui permettent de réduire la vulnérabilité des populations face aux menaces naturelles et d'améliorer la sécurité alimentaire.

4. OPPORTUNITE ET DEFI POUR LE DOCUMENT PROGRAMME PAYS

Dans une perspective de développer une approche inclusive des objectifs de l'IGAD pour la résilience et l'intégration économiques des communautés rurales de Djibouti avec les régions frontalières des pays limitrophes, il se présente des opportunités et défis inhérents au processus de planification, mais aussi face au contexte actuel.

Depuis les réformes structurelles engagées par le gouvernement à travers l'INDS (2008-2012) suivie de la SCAPE (2015-2019) qui présente le premier plan quinquennal de la vision Djibouti 2035, on peut citer quelques opportunités et défis stratégiques pour comprendre le contexte national dont le programme sera établi:

Opportunités (i) Localisation géostratégique du pays, dans le golfe d'Aden, au carrefour d'importants corridors maritimes pour le commerce international, et la stabilité du pays de la sous-région ; (ii) Le développement des Infrastructures portuaires de pointes, la modernisation des secteurs des télécommunications et bancaires ; (iii) La croissance économique de 7% en 2018 et de la progression sur les indicateurs de performance de l'environnement des affaires avec le gain de 54 places sur le classement de Doing Business (2019).

On peut citer ici le terminal à conteneur de Doraleh ainsi que d'autres ports spécialisés pour l'exportation de potache et de sel, qui sont en cours de construction, et la présence de nombreux câbles sous-marins ; (iv) Le développement récent de son secteur financier. L'arrivée de nouvelle Banque a permis l'introduction de nouveaux produits financiers et une augmentation des crédits à l'économie ; (v) Potentiel de ressources géothermiques pour la production d'électricité, Situé au carrefour de trois plaques tectoniques, Djibouti dispose d'un important potentiel géothermique à l'instar d'autres pays de l'Afrique de l'Est ; (vi) Ressources minières, halieutiques et touristiques sous-exploitées. Djibouti dispose de ressources minières non exploitées tels que le sel du lac Assal.

Concernant les réformes sur la gestion des conflits pastoraux, le CEWERU depuis sa création, Djibouti a accompli de nombreuses réalisations, dans le cadre du 1er plan quinquennal 2007-2011, dont les plus importantes sont:

- L'identification de la zone pilote qui est la région de Dikhil et qui hélas connaît de manière récurrente des conflits pastoraux ;
- La sélection d'un Institut National de Recherche et d'un Coordinateur Pays qui sont chargés de ces travaux de collecte, d'analyse d'informations transmises par les encadreurs de terrain également recrutés sur place à Dikhil ;
- La Création d'un Comité Local de Paix à Dikhil composé notamment des membres de la Société Civile comme les ONG des femmes, et présidé par le Préfet qui est le représentant local du gouvernement.

Egalement, le CEWEERU de Djibouti a mené des activités variées sur le Terrain.

Ces activités ont tourné notamment autour:

- Le renforcement des capacités des chefs et leaders communautaires de GOBAAD en gestion et résolution des conflits pastoraux ;

- La réalisation des journées sportives et culturelles pour la culture de paix à GOBAAD ;
- de revitalisation du mécanisme traditionnel de résolution des conflits et d'appui au Comité Local de Paix en termes de renforcement des capacités sur la collecte et l'analyse des informations, sur la préparation de rapport d'incidents.

Réalisations des infrastructures sociales

A noter également qu'au niveau national, afin de promouvoir la coexistence pacifique entre les communautés et améliorer les conditions de vies des nomades, le gouvernement a entrepris la réalisation d'infrastructures sociales, notamment des écoles, dispensaires, forages sur l'ensemble du territoire national et notamment dans la région de Dikhil.

Défis (i) Une Pauvreté et chômage persistants ; La dernière enquête EDAM-4 montre qu'une large frange de la population rurale vit dans une situation de marginalisation et de pauvreté extrême, avec un niveau préoccupant de chômage ; (ii) Multiplicité des conflits pastoraux des communautés de la région IGAD.

A contrario, le secteur secondaire est très peu développé (iii) Faible capacité institutionnelle. La faiblesse globale des capacités caractérise en grande partie la nature de la fragilité de Djibouti, et fait également ressortir la nécessité d'avoir une approche holistique face au besoin de renforcement des capacités de l'Etat ; (iv) Déficit énergétique qui se traduit par une offre limitée et un coût élevé qui handicape le développement du secteur privé ; (v) Déficit de ressources hydriques qui d'une part, limite l'accès à l'eau potable et l'assainissement des populations et d'autre part, le développement des activités économiques et particulièrement agricoles ; (vi) Insécurité alimentaire persistante qui touche plus de 31% de la population totale.

Cette situation résulte des conditions climatiques de type aride, du faible développement des activités agricoles et piscicoles, et est exacerbée par les périodes de sécheresses prolongées.

Des fermes agricoles concédées par l'Ethiopie et le Soudan et gérées par la SDSA porte sur un complément d'infrastructures de production et sociales, l'acquisition d'équipements agricoles supplémentaires et une assistance technique pour le renforcement des capacités. Une production agricole additionnelle notamment de céréales (blé, maïs, sorgho) contribue à la couverture de près de 30% du niveau des importations et appuyer la mise à disposition d'aliments du bétail (fourrages améliorés) selon des conditions de rentabilité qu'il reste à démontrer. En s'alignant sur le PDDAA Djibouti adopte un engagement commun pour la réalisation d'un taux minimum de croissance annuelle de 6% dans le secteur agricole et l'allocation d'au moins 10% du budget national au secteur agricole, conformément à l'engagement de Maputo. De moment ces cibles n'ont été pas achevées

5. DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

Il est fait référence à l'objectif général de l'IDDRSI qui stipule que les communautés, institutions et écosystèmes résilients face à la sécheresse dans les PNAA de la région de l'IGAD doivent être atteints d'ici 2027.

Pour permettre des activités cohérentes et coordonnées dans les différents États membres, les huit Aires d'Interventions Prioritaires (PIA) suivantes ont été identifiées par le Secrétariat de l'IGAD lors de consultations avec les États membres et les partenaires de développement.

La mise en œuvre de ces huit PIA's suivantes au cours des cinq prochaines années permettra aux communautés des zones exposées à la sécheresse d'être plus résilientes à la sécheresse et aux autres effets du changement climatique, tout en limitant les effets de la sécheresse

5.1. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Objective stratégique: Améliorer l'accès des communautés exposées à la sécheresse aux ressources naturelles et aux services environnementaux gérés de manière durable.

Sachant que les ressources naturelles, en particulier l'eau, les pâturages et les pâturages, sont très limitées à Djibouti, PIA 1 abordera la question à travers (i) l'augmentation de la disponibilité et la promotion d'une gestion durable des ressources en eau, des terres et des pâturages (composantes 1 et 2); (ii) assurer un accès équitable aux ressources naturelles (composante 3); (iii) gestion de l'environnement, y compris la biodiversité (composante 4); (iv) développement des énergies renouvelables (composante 5).

Pour sa mise en œuvre, la composante s'appuiera sur les résultats de l'approche de gestion participative des parcours pour s'assurer que les besoins de l'ensemble des parcours et des communautés sont pris en compte.

Promouvoir la réhabilitation et la gestion durables des écosystèmes et l'accès équitable aux ressources environnementales, y compris l'eau, les pâturages, les parcours et les terres

La mobilisation des eaux de surface, des nappes semi profondes et profondes pour usage domestique, agricole et pastoral qui est la principale contrainte pour les utilisateurs sera au cœur des propositions.

La régénération du couvert végétal et l'utilisation rationnelle de ces ressources constituera l'autre grand axe.

Sur ces bases quatre sous composantes sont considérées:

5.1.1 DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES RESSOURCES EN EAU

Résultat attendu: Les ressources en eau sont gérées de manière durable et un accès équitable est assuré:

Cette sous-composante vise à accroître la disponibilité en eau de ressources gérées de manière durable pour la consommation humaine, animale et la production végétale. Il appuiera le développement durable et la gestion des ressources en eau partagées et des bassins versants ainsi que des installations de récupération et de stockage de l'eau..

Les interventions :

1. Mobilisation des eaux de surface, semi profonde et profonde afin d'assurer la disponibilité en eau pendant toutes l'année.
2. Augmentation de la disponibilité en eau pendant la période de saison sèche pour usage domestique, agricole et pastorale dans les zones de pâturage réduction des coûts de fonctionnement par installation de système d'exhaure solaire et/ éolienne et diminution des transports d'eau par camions citernes.
3. Constitution des comités de gestion de l'eau coordonnés par des femmes
4. La réussite de ces opérations est conditionnée par:(i)un entretien efficace et régulier des ouvrages(nécessitant la participation des Communautés); (ii)des études adéquates pour le choix des sites (requérant là aussi l'implication des populations);et (iii) une disponibilité d'eau de qualité suffisante pour la mise en valeur.

5.1.2 DÉVELOPPEMENT DES PÂTURAGES EN RANGELAND

Résultats attendus :

- Les parcours et pâturages en gestion durable sont augmentés
- Capacité de charge des parcours améliorée

Cette sous-composante vise à accroître la disponibilité des pâturages en gestion durable. Il soutiendra le développement durable et la gestion des ressources des parcours.

Les interventions :

1. Régénération du couvert végétal, une meilleure protection des sols avec réduction du taux d'évaporation et une amélioration du taux de rétention.
2. La création de deux pépinières (l'une au Sud et l'autre au Nord) pour la production et la multiplication d'un million de plants d'arbres et arbustes par an et par pépinière ;
3. La plantation dans les parcours d'arbres et arbustes résistant à la sécheresse (acacias, prosopis balida, lauréatsetc.);
4. La promotion de l'agroforesterie par la création d'aires protégées ;
5. La mise en place de techniques de conservation de l'eau et du sol (CES/ DRS): terrasses et cordons pierreux ainsi que des petits barrages seuils dans les zones susceptibles d'érosion;
6. L'utilisation rationnelle des pâturages: maille hydraulique, mises en défens, gestion par rotation et respect de charge;
7. Un programme de sensibilisation de communautés concernées portant sur la gestion des parcours, le rôle et l'importance de la reforestation ainsi que leurs rôles dans ces activités.

5.1.3 UN ACCÈS ÉQUITABLE SÉCURISER AUX RESSOURCES NATURELLES

Résultat attendu : Garantir un accès équitable à des ressources naturelles stratégiques clés gérées de manière durable, amélioré.

Bien qu'il existe des barrières sociales pour l'accès équitable des ressources naturelles, toutes les diffèrent communautés doivent avoir accès aux ressources naturelles sans aucune condition.

L'élevage nomade est plus productif et moins destructeur de l'environnement grâce à l'amélioration de la maille hydraulique pastorale et une meilleure gestion des ressources pastorales ; la mortalité du cheptel est réduite

Les interventions :

1. Développent des politiques et stratégies d'accès équitables des ressources naturelles aux niveaux nationale et locale
2. Sensibilisation des communautés sur la nécessité d'accès équitable des ressources naturelles pour éviter des conflits violents entre communautés.

5.1.4 GESTION ENVIRONNEMENTALE, Y COMPRIS LA BIO-DIVERSITÉ

Résultats attendus :

- Conservation et utilisation durable des écosystèmes terrestres et marins améliorée
- Perte de biodiversité stoppée
- Renforcement de la lutte contre la pollution dans la région de l'IGAD

Les interventions envisagées dans cette sous composantes auront par ailleurs du fait (i) de la régénération du couvert végétal (en particulier « ligneux »: arbres et arbustes) un impact sur les gaz à effets de serre et(ii) d'une utilisation rationnelle des ressources pastorales un impact positif sur le maintien de la biodiversité

Les interventions :

1. Protection et gestion de la biodiversité dans les zone aride et semi-aride (ASAL;s) cartographie et inventaire, réglementations, réhabilitation et gestion de la biodiversité; et la conservation des ressources de la flore et de la faune.
2. La protection des espèces en voie de disparition par la création de jardins de multiplication et la replantation dans les aires protégées.
3. Développent des politiques nationales de lutte contre la pollution

5.1.5 DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Résultat attendu: L'accès à une énergie abordable, fiable, durable et renouvelable est garanti

La sous-composante vise à assurer la promotion et l'adoption de technologies énergétiques acceptables de l'environnement et renouvelables

Les interventions :

1. Promouvoir et développer l'utilisation d'énergies respectueuses de l'environnement et renouvelables et de technologies permettant d'économiser le bois comme combustible: foyers améliorés; programmes de biomasse; et des sources d'énergie alternatives (géothermie, éolienne, solaire, biogaz).
2. L'adoption de technologies d'énergies renouvelables, malgré un coût d'investissement relativement élevé, permet de réduire considérablement les coûts de fonctionnement. De telles énergies ont un impact positif sur les résidus de combustion et donc sur les gaz à effets de serre.
3. La vulgarisation et l'installation de systèmes d'exhaure et d'éclairage recourant aux énergies renouvelables (solaire et éolien).

5.2 ACCÈS AU MARCHÉ, COMMERCE ET SERVICES FINANCIERS

Résultat attendu : Améliorer les transports, les infrastructures de marché et les services financiers dans les zones arides et semi-aride.

Cette composante vise à améliorer l'accès des communautés sujettes à la sécheresse au marché et au commerce afin d'accroître les revenus des ménages, en particulier ceux provenant des ventes commerciales. L'élevage étant le moyen de subsistance dominant et potentiellement le plus rentable compte tenu de la demande croissante de produits de l'élevage, la composante est principalement destinée à faire face aux contraintes et au potentiel de ce secteur. Cependant, l'accès au marché pour d'autres produits dans les zones arides (cultures, produits de la pêche, produits non ligneux, etc.) sera également abordé, directement ou indirectement. La composante améliorera également la disponibilité des aliments de base pour les communautés exposées à la sécheresse.

Les interventions :

- Améliorer l'accès aux marchés, aux services financiers et au commerce particulièrement dans les zones transfrontalières
- La plupart des zones à mode de vie pastoral sont enclavées et inaccessibles. Elles sont par ailleurs, ainsi que leurs populations, les plus exposées aux effets des sécheresses. Une forte priorité sera donc accordée à l'élevage: appui à la commercialisation des productions et à la création d'associations pastorales pour développer une chaîne de valeur de la filière lait et pour faciliter les interventions pour l'amélioration de la santé du cheptel

5.2.1 DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS, DES MARCHÉS ET DES INFRASTRUCTURES

Résultat attendu: Accès équitable aux marchés, au commerce et aux services de base amélioré

Cette sous-composante vise à accroître et à sécuriser l'accès aux marchés et au commerce de la sécheresse par les communautés exposées à la sécheresse en améliorant la gestion des infrastructures de marché et commerciales. Il abordera ses objectifs en: (i) améliorant le réseau et la gestion des infrastructures (conservation, transport, transformation et commercialisation); ii) développer des pratiques d'ajout de valeur ; et, iii) faciliter les échanges en supprimant les barrières commerciales. Pour répondre aux contraintes majeures de ces populations (enclavement, difficultés à la commercialisation des produits, faible activités économiques) elles porteront de façon prioritaire sur:

Les interventions :

1. La réhabilitation et la construction de routes et/ou de pistes rurales;
2. Le renforcement de l'accès à l'information sur les conditions de vie des communautés rurales, des opportunités économiques et des ressources d'eau ;
3. La construction et l'équipement des marchés communautaires au sein des grandes localités centres polarisant les communautés rurales.
4. La réalisation des infrastructures stratégiques permettra de développer une économie locale avec un meilleur accès aux marchés communautaires voir ceux des grandes villes. Ce qui traduit des opportunités aux populations afin de développer des activités génératrices de revenus susceptibles de mieux valoriser leurs ressources, mais aussi des moyens de subsistances à la résilience des sécheresses et des effets du changement climatique.

5.2.2 SÉCURISER LA MOBILITÉ DU BÉTAIL

Résultat attendu : La mobilité du bétail commercialisable dans les États membres de l'IGAD est assurée.

La sous-composante vise à assurer la mobilité de la communauté pastorale pour les pâturages et l'eau ainsi que aux marchés. Elle sera axée sur la mobilité pour le commerce aux niveaux national et régional

Les interventions :

1. Développer et harmoniser au niveau régional un cadre réglementaire pour la circulation du bétail à l'intérieur et à l'extérieur du pays: certificat de vaccination régional, tarif commercial harmonisé, etc.
2. Établir et soutenir la gestion durable des points d'eau, des installations zoo sanitaires, du fourrage et des pâturages le long des parcours du bétail marchés nationaux et régionaux.

5.2.3 ACCÈS À DES SERVICES FINANCIERS SÛRS ET ABORDABLES

Résultat attendu: Accès amélioré à des services financiers sûrs et abordables

Dans le cadre de la politique de protection sociale, le gouvernement s'est engagé sur une approche inclusive de lutte contre la pauvreté, c'est-à-dire promouvoir la transition de l'assistanat vers l'inclusion socio-économique des populations dans des activités économiques à travers la micro finance.

Exclues de ce système financier, les communautés rurales seront des nouvelles cibles pour les mutuelles régionales de micro finance ; conformément aux actions complémentaires de la stratégie de protection sociale. Les principales contraintes résident sur le non adéquation des conditions d'octroi de crédits au contexte socioéconomique et culturel de ses communautés nomades, des risques de sécheresses et autres aléas liés au changement climatique

Les interventions :

1. La mise en place des nouveaux services financiers adaptés au financement des activités spécifiques des paysans nomades au niveau des CPEC régionales;
2. Structuration, sensibilisation des communautés sur les procédures d'accès aux crédits et de gestion financière des activités.
3. Renforcement de capacités des mutuels de micro finance nationales ;
4. Amélioration de l'accès aux crédits saisonniers selon les activités développées, réduction de la pauvreté et la vulnérabilité des populations, développement des filières agricoles et laitières.

5.2.4 RENFORCEMENT DU COMMERCE REGIONAL ET TRANSFRONTALIER

Résultat attendu: Le commerce régional et transfrontalier a augmenté

Sachant que les pasteurs traversent les frontières, cette composante vise à renforcer le commerce transfrontalier, par le développement de politiques et de stratégies facilitant les mouvements transfrontaliers

Dans le cadre du partenariat stratégique sur le commerce transfrontalier, la République de Djibouti et la République Fédérale de l'Ethiopie ont tissé un accord de partenariat réglementé

sur les transactions commerciales pour les communautés nomades, péri rurales (des zones frontalières). De ce fait, il est important de vulgariser cette réglementation afin de promouvoir des activités génératrices de revenus à ces communautés. Aussi de continuer le plaidoyer pour tendre vers des transactions commerciales plus importantes suivant l'évolution des besoins et capacités des populations.

Les interventions :

1. Amélioration de l'accès au petit commerce des communautés rurales; amélioration des conditions de vie, développement d'activités génératrices de revenus, création d'emplois.
2. La sensibilisation des populations et le renforcement des capacités des institutions impliqué aux commerces transfrontalier (antennes régionales de la chambre de commerce, la douane, la police des frontières, les autorités régionales) sur les facilités et restrictions existantes du commerce transfrontalier entre Djibouti et l'Ethiopie;
3. La structuration des petits promoteurs de commerce au niveau des antennes régionales de la chambre de commerce et autres institutions impliquées ; 3) création d'un Comité ad hoc Djibouto-Ethiopien opérationnel sur la gestion des mouvements inter- Etats des biens et cheptels des nomades.

5.3 DIVERSIFICATION DE LA PRODUCTION ET DES MOYENS DE PRODUCTION AMÉLIORÉS

Objective stratégique : Augmenter les capacités d'adaptation des ménages dans les communautés exposées à la sécheresse

La composante sera axée sur l'augmentation des capacités d'adaptation des ménages à la sécheresse. Les résultats attendus sont: i) amélioration de la production alimentaire et de l'état nutritionnel, et ii) augmentation des revenus et des avoirs des ménages. Les interventions se concentreront sur les activités au niveau des ménages et viseront à augmenter la production animale, les cultures fourragères / fourrage, l'apiculture et la production et la productivité de la pêche , renforcer les filets de sécurité productifs et sociaux en cours en facilitant la Le soutien à la population rurale dans leurs terroirs constitue un enjeu important pour le maintien de leurs modes de vie tout en s'adaptant aux conditions de sècheresse et de changement climatique. Il doit porter sur tous les acteurs (pasteurs, agriculteurs, et pêcheurs) et sur l'ensemble de leur famille en leur offrant les moyens d'améliorer leur cadre de vie au sens large (emploi, revenus, santé, éducation) et en leur permettant de s'adapter aux conditions de sècheresse et de changement climatique.

5.3.1 PRODUCTION ANIMALE, SANTE ET NUTRITION

Résultat attendu : La production animale et la productivité dans les zones arides et semi-aride ont augmenté.Les Interventions :

- 1) Renforcement des capacités technique et institutionnelle des institutions régionales chargé de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ;
- 2) Renforcement des capacités du centre national de recherche de la production animale ;
- 3) Organisation des salons de l'agriculture et de l'élevage au niveau national ;
- 4) Constitution des chaines de valeurs pour promouvoir des filières agricoles, animale et de pêche ;

- 5) La reconstitution du cheptel et du couvert végétal par des interventions au niveau des pâturages et un meilleur maillage hydraulique et un développement des plantations d'arbres et arbustes en milieu oasien et sur les bassins-versants ;
- 6) Amélioration des races locales par l'introduction de races plus résistantes à la sécheresse et plus productives (distribution de males améliorés et/ ou création de centres de monte);
- 7) Amélioration des conditions de stockage, de transformation et de commercialisation des produits;
- 8) Suivi sanitaire régulier du cheptel et contrôle des maladies transfrontalières ;
- 9) Réhabilitation / construction des postes vétérinaires régionales ;
- 10) Création des poulaillers communautaire, distribution des poules pondeuses et formation des bénéficiaires ;
- 11) Stockage de médicament vétérinaire / campagne de vaccination.

5.3.2 PRODUCTION DE CULTURES ET PRODUCTIVITÉ

Résultat attendu : Augmentation de la production et de la productivité des cultures

La sous-composante vise à augmenter la production agricole et la productivité. Il soutiendra également l'adoption de technologies de production appropriées adaptées aux terres arides, telles que les cultures tolérantes à la sécheresse et l'agriculture de conservation. Quoique les terres cultivables soient limitées de par la qualité de sols et surtout par le nécessaire recours à l'irrigation, ce sous-secteur est susceptible d'amélioration sensible par introduction de nouvelles techniques de production.

Les interventions :

1. Renforcer et développer le développement de l'irrigation à petite échelle pour la production de cultures / fourrages;
2. Promouvoir et soutenir la conservation de l'agriculture (travail du sol minimum, etc.), la gestion des sols et les techniques de fertilité des sols;
3. améliorer et soutenir le développement des fournisseurs de services agricoles (intrants agricoles);
4. Amélioration des conditions de production des agriculteurs oasiens, création d'emplois pour les jeunes ruraux (forte demande de main d'œuvre pour les serres et l'irrigation localisée, et les femmes commercialisation accrue
5. Renforcement de l'agriculture oasienne par intensification des techniques (serres, système de l'irrigation localisées):

5.3.3 DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE

Résultat attendu : Augmentation de la production halieutique dans les zones arides et semi-aride

Cette sous-composante vise à accroître durablement la production de poisson, en renforçant les interventions de développement dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture.

Les interventions :

1. Développement de la pêche artisanale qui est reconnue pour son rôle de filet de sécurité social pour de nombreuses populations vulnérables dans les pays en développement. A Djibouti, elle est l'une des activités majeures pratiquées par différentes populations sur le littoral et source de revenus et de moyens d'existences.
2. Des actions de développement de la pêche artisanale seront menées à Djibouti et notamment dans les zones côtières de pêche à savoir Djibouti ville, Arta, Tadjourah et Obock.
3. Renforcer la capacité de production et de conservation, en termes d'infrastructures pour une meilleure résilience au changement climatique ;
4. Permettre aux pêcheurs locaux d'accéder aux marchés pour augmenter ou créer plus de débouchés pour les producteurs ;
5. Appuyer les producteurs locaux à accéder aux systèmes financiers existants tels que la micro finance et créer un nouveau crédit Pêche ;
6. Renforcement de la capacité des producteurs nationaux pour des nouvelles techniques de pêche et améliorer les techniques de pêche traditionnelles.

5.3.4 DIVERSIFICATION DES REVENUS

Résultat attendu : Sources de revenu des ménages diversifiées

Cette sous composante vise la diversification de revenu des ménages afin d'être plus résilient aux effets de la sécheresse

Les interventions :

1. Promotion de l'apiculture et aviculture ;
2. Promotion du petit artisanat et l'éco-tourisme
3. Créer des emplois verts pour augmenter les revenus des communautés et améliorer les infrastructures de production,
4. Soutenir la diversification de la production agricole au niveau de l'exploitation (cultures, animaux, poissons)
5. Développement des compétences (formation professionnelle), micro finance et accès au marché (formation de marketing, par exemple),
6. Création d'emplois temporaires dans des régimes à forte intensité de main-d'œuvre (argent contre travail, nourriture contre travail, bons d'emploi, etc.).
7. Mise en place d'unités de traitement agroalimentaire et d'interventions de valorisation des produits agricoles (produits végétaux, animaux, poissons et sous-produits).

5.3.5 FILET DE SECURITE PRODUCTIVE

Résultat attendu : L'accès à la nourriture pour les ménages souffrant d'insécurité alimentaire chronique s'est amélioré

Graduation du programme de filet de sécurité amélioré

La sous-composante vise à améliorer la sécurité alimentaire des membres de tous les ménages exposés à l'insécurité alimentaire dans les zones exposées à la sécheresse. Il améliorera également la création et la maintenance des actifs des ménages et de la communauté.

Les interventions :

1. Maintenir et renforcer le programme de filets de sécurité productifs afin de couvrir tous les ménages souffrant d'insécurité alimentaire dans les zones exposées à la sécheresse.;
2. Contextualisé et mis en œuvre le programme de renforcement des actifs des ménages dans les communautés exposées à la sécheresse ;
3. Évaluer et éventuellement soutenir l'introduction et la montée en gamme de l'assurance agriculture / élevage telle que l'assurance du bétail basée sur un indice ;
4. Renforcer le filet de sécurité traditionnel à partir de l'expérience acquise ;
5. Améliorer le travail public pour le développement des ressources naturelles.
6. Promouvoir et renforcer les programmes d'investissement publics et privés

5.3.6 MESURES ET NORMES RELATIVES AU CONTRÔLE DE LA MALADIE TRANS-BOUNDARY & SPS

Résultat attendu : La demande de produits de l'élevage de la région de l'IGAD a augmenté.

Cette sous-composante vise à garantir que les principales maladies animales transfrontières (TAD) et les phytosanitaires sont contrôlés de manière durable et que des mesures et normes SPS soient développées et mises en œuvre.

Les interventions :

1. Harmoniser le cadre juridique et les procédures de surveillance et de contrôle des principales maladies animales transfrontières et des phytosanitaires, et établir l'identification des animaux et système de traçabilité.
2. Réhabiliter / créer et renforcer la gestion et les opérations des infrastructures et des installations nationales et régionales en matière de santé animale et de sécurité alimentaire: centres de quarantaine pour l'exportation, laboratoires de santé animale, centres et réseaux de laboratoires spécialisés et de laboratoires vétérinaires, identifier et soutenir des centres d'excellence pour la santé animale;
3. Renforcer et soutenir la surveillance des maladies au niveau transfrontalier et dans le pays, ainsi que le contrôle et la mise en œuvre des procédures et normes sanitaires et phytosanitaires: (par exemple, élargir la création de cliniques de santé animale permanentes et mobiles, de campagnes de vaccination coordonnées et établir / renforcer les systèmes nationaux et régionaux de lutte contre la maladie système de reportage);

5.4 GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Objective stratégique : Améliorer la gestion des catastrophes dues à la sécheresse dans les États membres de l'IGAD

Amélioration du niveau de préparation et de compréhension des communautés pastorales face au risque de sécheresse qui accentue la vulnérabilité. Des mesures de prévention et d'adaptation permettrait de réduire substantiellement les effets de cette sécheresse qui ne cesse d'impacter le mode de vie pastoral de ces derniers et donc agir sur la vulnérabilité à travers.

5.4.1 SYSTÈMES D'ALERTE RAPIDE ET RÉPONSE

Résultat attendu : Réponse rapide aux informations d'alerte précoce améliorée

Les enseignements tirés des catastrophes passées montrent qu'il faut mieux se préparer

à l'intervention en cas de catastrophe, prendre des mesures avant que les catastrophes se produisent, intégrer la RRC dans la préparation aux catastrophes et veiller à ce que des moyens soient en place pour que des opérations de secours et de relèvement puissent être menées efficacement à tous les niveaux.

L'expérience des catastrophes passées a montré que la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction doit être préparée en amont et qu'elle est une occasion cruciale de « mieux reconstruire », notamment en intégrant la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et stratégies de développement, de sorte que les nations et les collectivités deviennent résilientes face aux catastrophes.

Les interventions :

- 1) Renforcement des capacités de prévision saisonnières de l'Agence Nationale de la Météorologie;
- 2) Mettre en place un mécanisme intégré d'alerte rapide contre la sécheresse, faciliter la transmission et l'échange d'information entre tous les acteurs (techniciens, décideurs, Société civile, organisation communautaire);
- 3) Renforcer les capacités techniques du Secrétariat Exécutif de Gestion des Risques et des Catastrophes dans les domaines de l'analyse l'évaluation et la prévention des risques associés aux désastres naturels;
- 4) Renforcer les capacités des collectivités locales et des organisations de la société civile avec l'accent sur le genre au niveau communautaire dans la préparation et la réponse aux catastrophes;
- 5) Dispenser un soutien spécifique au genre pour la reconstruction et le relèvement, afin de répondre aux besoins différents des femmes et des hommes dans le cadre des efforts de relèvement ;
- 6) Constituer des stocks de contingence d'équipements et de biens vitaux à usage communautaire.

5.4.2 LA PLANIFICATION D'URGENCE

Résultat attendu: Vulnérabilité aux risques de catastrophe dans les communautés exposées à la sécheresse réduite

La communauté pastorale constitue la catégorie de population la plus affectée par la sécheresse en raison de leur vulnérabilité due à la faible capacité de réaction des personnes et des actifs face au risque de sécheresse.

Une gestion efficace des risques nécessite une compréhension complète de ces risques, des vulnérabilités associées, de leurs tendances et de leurs projections. A ce titre, le document programme pays propose la planification des mesures pour renforcer la compréhension et la gestion de ce risque dans le but d'instaurer une culture du risque

Les interventions:

1. Identifier, documenter et mettre en œuvre au profit des communautés pastorales les meilleurs pratiques identifiées au niveau régional et mondial en matière de réduction et d'adaptation aux effets des risques de sécheresse ;

2. Procéder à des évaluations des besoins en capacités afin de déterminer l'état de leurs capacités, leurs lacunes et leurs défis en matière de connaissances par rapport à la Gestion des risques de sécheresse ;
3. Elaborer un plan de renforcement des capacités fondé sur les besoins en capacité des communautés pastorales

5.4.3 RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET ADAPTATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Résultat attendu : Capacité d'adaptation aux risques liés au climat et aux catastrophes naturelles renforcée

Vulnérabilité aux risques liés au climat et aux catastrophes naturelles réduite

L'investissement public et privé dans la prévention et la réduction des risques de catastrophe au moyen de mesures structurelles et non structurelles revêt une importance essentielle pour ce qui est de renforcer la résilience économique, sociale, sanitaire et culturelle des personnes, des collectivités, des pays et de leurs biens, et de préserver l'environnement

Les interventions:

- 1) Promouvoir la mise en place d'un mécanisme d'assurance et de transfert des risques sur la base du modèle ARC ;
- 2) Créer un fonds spécial pour la GRC au niveau communautaire.

5.4.5 RENFORCER LA GOUVERNANCE DE RISQUE DE CATESTROPHE

Résultat attendu : La gouvernance de risque de catastrophe renforcée

La gouvernance des risques de catastrophe pour réduire les effets des risques en général est essentielle pour garantir la mise en place des outils de préparation et de réponse basés sur une approche participative favorisant la collaboration et la participation de différentes parties prenantes (techniciens, décideurs, communautés vulnérables).

Les interventions:

- 1) Elaborer un plan de réponses spécifique pour la sécheresse en milieu pastoral
- 2) Créer ou renforcer, les plateformes locales multipartites et multi secteurs pour la GRC;
- 3) Intégrer la thématique de la GRC dans les Plans de développement régionaux et communautaires.
- 4) Cartographier la mobilité de pastoralists ainsi que l'occurrence des évènements de la sécheresse

5.5 RECHERCHE, GESTION DES CONNAISSANCES ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

Objective stratégique : Améliorer l'utilisation des connaissances pour la résilience à la sécheresse dans les États membres

L'objectif de cette composante est de faire en sorte que des technologies et des politiques améliorées visant à renforcer la résilience des ménages dans les zones et les communautés exposées à la sécheresse soient générées, promues et adoptées avec succès. La composante

visera à améliorer les quatre piliers du processus Génération et diffusion de technologies), à savoir (i) la recherche adaptative; (ii) système de conseil et de vulgarisation, (iii) gestion des connaissances et communication. Améliorer l'utilisation des connaissances pour la résilience à la sécheresse dans les États membres et mise en réseau d'institutions de recherche nationales et régionales

5.5.1 SOUTIEN À LA RECHERCHE APPLIQUÉE / ADAPTIVE

Résultat attendu : Accès amélioré aux technologies d'adaptation et aux innovations dans les communautés exposées à la sécheresse.

La sous-composante vise à garantir la mise en place et le fonctionnement efficace d'un environnement propice à la recherche adaptative. Il soutiendra la recherche dans technologies les mieux adaptées aux zones et communautés exposées à la sécheresse.

Les interventions :

- Création d'un Centre régional d'Excellence pour les zones arides et semi arides dans le cadre du changement climatique;
- Sélection, adaptation et multiplication d'espèces animales adaptées à la sécheresse et des variétés végétales adaptées à la salinité ;
- Appui à l'amélioration génétique des espèces animales du centre de Damerjog ;
- Echanges d'expériences avec les autres centres de recherche des pays de l'IGAD dans le domaine de la résilience ;
- Etablissement d'un partenariat sur le partage et le transfert d'expériences avec les centres de recherches dans les domaines l'agriculture, l'élevage et la pêche des pays d'Afrique subsahariens qui ont les mêmes caractéristiques climatiques que Djibouti pour un partage des connaissances et des recherches.

5.5.2 SYSTÈMES DE CONSULTATION ET D'EXTENSION

Résultat attendu : Adoption et mise à l'échelle de technologies et d'innovations améliorant la résilience améliorée

La sous-composante vise à faire en sorte que des services de conseil et de vulgarisation appropriés soient disponibles et accessibles aux communautés exposées à la sécheresse. Il soutiendra également les mécanismes permettant à ces communautés d'obtenir des services de conseil à la demande.

Les interventions :

1. Un centre de vulgarisation pour l'agriculture de conservation est créé;
2. L'agriculture de conservation est vulgarisée.
3. Les résultats d'expérimentation de cultures in vitro sur les palmiers dattiers effectués depuis une dizaine d'années au CERD sont vulgarisés à grande échelle
4. Des formations professionnelles et techniques sur l'agriculture de conservation sont mises en place dans les lycées techniques et à l'Université de Djibouti

5.5.3 GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATION

Résultat attendu : Accès à l'information pour améliorer la résilience améliorée

La sous-composante vise à accroître l'accès à l'information et la diffusion des connaissances contribuant à améliorer la résilience des communautés.

Les interventions :

1. Collecte des informations sur la résilience à la sécheresse;
2. Etude d'impact des sécheresses sur le genre ;
3. Définition des critères de collection de données basée sur des indicateurs de revenus et de dépenses selon les modes de vie;
4. Orientation des politiques et des stratégies par les données relatives aux types d'assistantes d'urgence ainsi qu'aux actions de développement.
5. Adaptation des formations universitaires aux besoins des secteurs primaires et en relation avec la résilience des communautés.
6. Information sur les formations universitaires de l'Université de Djibouti dans les domaines en lien avec la résilience
7. Communication sur les recherches doctorales des enseignants de l'Université de Djibouti dans les domaines de la protection de l'environnement et le renforcement de la résilience des communautés.

5.6 CONSOLIDATION DE LA PAIX, PRÉVENTION ET RÉOLUTION DES CONFLITS

Objective stratégique : Garantir la paix et la stabilité dans la région de l'IGAD

La composante vise à garantir une réponse efficace aux sources de conflit pour renforcer la paix et le développement. La composante aborde des domaines thématiques liés à (i) la résolution des conflits et (ii) la consolidation de la paix. Garantir la paix et la stabilité dans la région de l'IGAD

5.6.1 MECANISMES DE RENFORCEMENT DE LA PAIX ET DE MEDIATION

Résultat attendu: Réduction du nombre de conflits violents dans les communautés exposées à la sécheresse

Le CEWERU de Djibouti, compte dans les années à venir, continuer à promouvoir la paix et la sécurité et a prévu de réaliser des activités suivantes qui ont notamment pour objectif d'étendre sa couverture géographique sur l'ensemble du territoire national et ce conformément à la stratégie 2012-2020 du CEWARN

Les interventions :

1. Ateliers de sensibilisation et d'information sur les conflits pastoraux et urbains pour les décideurs, les élus et aux acteurs de la société civile dans les 5 régions de l'intérieur et Djibouti ville;
2. Ateliers de réflexion sur les mécanismes traditionnels communautaire de règlement des conflits en prenant en compte les femmes en tant que membres et participantes dans les 5 régions de l'intérieur et les 3 Communes de Djibouti ;

5.6.2 RÉOLUTION DE CONFLIT

Résultat attendu : Capacité de réponse permettant de résoudre les conflits liés aux ressources et augmentation de l'insécurité dans les zones arides et semi-aride.

Le règlement pacifique des conflits dans les zones arides et semi-aride s'est accru

Cette sous-composante vise à garantir la mise en place de mécanismes efficaces de prévention et de résolution des conflits.

Les interventions :

1. Mise en place des Comités locaux de paix (CLP) du CEWERU sur l'ensemble du territoire national en prenant en compte les femmes comme membres ;
2. Vulgarisation de la nouvelle stratégie du CEWARN: 8 ateliers de sensibilisation sur la nouvelle stratégie (3 dans Djibouti-ville et 5 dans les régions de l'intérieur), Production de 1000 dépliants; Couverture médiatique radiodiffusée et articles de presse ;
3. Etude de cartographie des OSC et des acteurs sociaux impliqués dans la gestion des conflits dans les 5 régions et à Djibouti Ville.
4. La mise en place d'un mécanisme chargé de Collecter, vérifier les informations utiles en matière d'alerte précoce et de réactions aux conflits ;
5. La mise en place, à travers ce mécanisme, d'une plateforme de dialogue et de partage des ressources entre communautés pour éviter les frictions, favoriser le dialogue et le règlement des litiges ;
6. La mise en place d'infrastructures socio-économique destinées à améliorer les conditions de vie des populations nomades et de les fixer (promotion de l'élevage intensive etc.) ;
7. La mise en place d'une économie transfrontalière et ce afin de consolider les acquis de dialogue et d'échange entre communautés.

5.7 COORDINATION, RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET PARTENARIATS

Objective stratégique : Renforcer la capacité institutionnelle, les structures de coordination et les partenariats pour une mise en œuvre efficace de l'IDDRSI

Renforcer la coordination, les mécanismes institutionnels, les partenariats, la cohérence et les capacités pour une prestation efficace de la résilience à la sécheresse.

5.7.1 COORDINATION ET GESTION DE PLATE-FORME

Résultat attendu: Initiative de résilience à la sécheresse harmonisée, synergisée et bien coordonnée.

Cette sous composante vise à la renforcement de mécanisme de coordination aux niveaux nationale et sous régionale afin d'améliorer les échanges d'information sur la résilience à la sécheresse.

Les interventions :

1. Mise en place d'un cadre de coordination efficace et aligné aux orientations des partenaires de développement dans les programmes de résilience ;
2. Renforcer les mécanismes de coordination de la résilience au niveau national et sous régionale.
3. Renforcer le secrétariat en charge de résilience

5.7.2 RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Résultat attendu : Arrangement institutionnel fonctionnant efficacement pour mettre en œuvre l'IDDRSI aux niveaux régional et national.

Les interventions :

1. Renforcer la capacité institutionnel (humain et matériel) de l'autorité en charge de résilience au niveau national et sous régionale pour améliorer le pouvoir de l'autorité convocatrice.
2. Renforcer la capacité du secrétariat du Platform de résilience au niveau national et sous régionale.

5.7.3 RENFORCEMENT DES PARTENARIATS

Résultat attendu : Des partenariats déterminés et durables ont été créés pour l'Initiative pour la résilience à la sécheresse

Les interventions :

1. Renforcer le partenariat stratégique pour la mobilisation des ressources aux interventions de la résilience à la sécheresse;
2. Promouvoir le partenariat public privé dans les actions de résilience;

5.7.4 MOBILISATION DES RESSOURCES

Résultat attend : Augmentation du financement de l'IDDRSI par les parties prenantes

Les dépenses d'investissements alloués à la résilience proviennent en quasi-totalité du budget de l'Etat et des partenaires au développement. Le secteur privé intervient de façon occasionnelle. Cette intervention très insignifiante est difficilement quantifiable au regard de l'ensemble des investissements dédiés à la résilience.

Toutes les actions actuelles et futures doivent être en cohérence avec les objectifs et les indicateurs inscrits dans ces outils.

Les investissements de l'État en matière de résilience { la sécheresse sont repartis en deux catégories de dépenses:

- Investissement propres sur ressources intérieures
- Contreparties nationales des projets

Les interventions :

1. Développent une stratégie nationale de mobilisation des ressources ;
2. Pour toute mobilisation de ressources s'aligne aux ODD et agenda 2063 pour mieux attirer les différents partenaires aux développement

5.7.5 SURVEILLANCE, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE

Résultat attendu : Impact de l'IDDRSI suivi pour l'amélioration des politiques et des pratiques

Au cours de la conception des projets de résilience à la sécheresse, un suivi et une évaluation dans l'unité de gestion devraient être inclus. En outre, la mise en œuvre de l'IDDRSI devrait s'appuyer sur la création de sa propre unité de suivi et d'évaluation et en faire la promotion.

Les interventions :

1. Améliorer le système de programmation, de Suivi-Évaluation des programmes de résilience au niveau national ;
2. Adoption de di-monitoring de l'IGAD pour tous les projets de résilience afin d'avoir une Suivi & Évaluation performante.

3. Améliorer la système d'apprentissage pour Partager les expériences de chaque projet de résilience.

5.8 CAPITAL HUMAIN, GENRE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

Objective stratégique : Accroître l'accès équitable aux services sociaux de base dans les zones exposées à la sécheresse

Cette composante a pour objet de l'amélioration de l'accès équitable aux service de base sociale (sante, éducation etc.) avec un accent sur le genre. L'accès des femmes a toutes les service de base sociale doit être améliorer.

5.8.1 ACCÈS À LA SANTÉ ET À LA NUTRITION

Résultat attendu : Des communautés saines et bien nourries dans les zones sujettes à la sécheresse de la région de l'IGAD

Cette sous composante vise à améliorer l'accès a la sante et a la nutrition de l'ensemble de la population dans les zones rurales

- 1) Création de postes de santé dans les zones enclavées;
- 2) Mettre en place des ambulances dans les postes des santés des zones enclavées ;
- 3) Mise en place des structures sanitaires mère et enfant dans les zones rurales.
- 4) Promotion de la diversification alimentaire en sensibilisant à la nutrition et à l'hygiène;

5.8.2 ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA FORMATION

Résultat attendu: Éducation et formation de qualité inclusive et équitable et Employabilité améliorée dans les secteurs formel et informel

Un taux de scolarisation accru (notamment pour les filles) et un meilleur état de santé influant les capacités de travail. Les populations rurales et notamment pastorales du fait de leur éloignement des routes et des pistes et de leurs faibles ressources financières ne peuvent bénéficier des services sociaux de base (notamment l'éducation) malgré les efforts engagés par le gouvernement au cours des dernières années.

Ces services sont indispensables pour assurer des conditions de vie acceptables, favoriser la promotion des capacités pour les jeunes et même plus prosaïquement améliorer l'employabilité des jeunes et les performances de travail

Les Interventions :

- 1) Création d'écoles primaires dans les zones enclavées avec des cantines scolaires ;
- 2) Amélioration de l'accès à l'éducation aux jeunes filles ;
- 3) Alphabétisation fonctionnelle pour les femmes.
- 4) Promotion des programmes de formation professionnel aux niveaux rurale pour améliorer l'accès a l'emploi.

5.8.3 PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Résultats attendus : Réduction des disparités entre les sexes dans le développement politique et socio-économique dans les zones exposées à la sécheresse

Les personnes handicapées participent effectivement aux opportunités de développement politique et socio-économique dans les zones exposés à la sécheresse et en bénéficient

Les interventions :

- 1) Promotion de l'emploi des jeunes et femmes du milieu rural ;
- 2) Formation professionnelle sur les métiers de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.
- 3) Insertion des personnes des besoins spéciaux (handicapée) dans le politique et le secteur socio-économique du pays

5.8.4 FILETS DE SECURITE SOCIALE

Résultat attendu : Populations extrêmement vulnérables capables de répondre aux besoins humains fondamentaux grâce à la protection sociale

Cette sous composante a pour objet l'amélioration de conditions de vie de la population les plus vulnérable en répondant aux besoins humains fondamentaux.

Les interventions :

- 1) Réduire la vulnérabilité des communautés les plus diminuées aux niveaux rurale et péri-urbaine
- 2) Distribuer des rations alimentaires aux ménages les plus vulnérables.
- 3) Distribuer les coupons alimentaires pour les plus diminuées au niveau péri-urbain
- 4) Promouvoir l'accès universelle de service de santé en milieu rural

5.8.5 MIGRATIONS ET DÉPLACEMENTS

Résultats attendus: Solutions durables au déplacement atteint

Migration et mobilité des personnes ordonnées, sûres, régulières et responsables facilitée

Les migrations liées à la sécheresse aggravent une situation déjà complexe de déplacements et de mouvements, provoqués par le conflit, l'instabilité et la famine.

Les interventions :

- 1) Utilisation une approche commune qui comprend la fourniture d'aide humanitaire et de services de base, la facilitation des migrations et la mise en œuvre des mesures de sécurité globale.
- 2) Garantir les droits sociaux, économiques, culturels, politiques et civils des réfugiés et des personnes déplacées grâce à une gouvernance et à un état de droit renforcés, garantissant l'accès aux bureaux et mécanismes de justice concernés aux niveaux national et régional
- 3) Améliorer l'accès au logement et à la terre abordables, aux compétences professionnelles et au développement professionnel

6. MISE EN ŒUVRE ET DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES AUX NIVEAUX NATIONAL ET SOUS-NATIONAL

Une coordination nationale existe dans les différents départements ministériels impliqués dans la résilience à la sécheresse notamment l'environnement, l'intérieure, la décentralisation, la sante, l'éducation, l'Union national des femmes Djiboutiennes ainsi que le Programme Mondiale de l'Alimentation et la FAO. Le sous-groupe de résilience a été créer par un décret présidentiel et le secrétariat est assuré par le ministère des Affaires Étrangère.

La coordination au niveau rural est assurée par les sous-Directions régionales de développement rural qui sont en place dans chaque régions. Ces entités relèvent de l'autorité Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques, qui est le point focal d'IDDRSI.

La coordination au niveau régionale est présidée par le préfet de région avec des membres des élus locaux et toutes les institutions décentralisées, notamment le développement rural (élevage, hydraulique rurale, pêche), l'éducation, la santé, les femmes, les dirigeants locaux et la société civile et plus récemment les sous directions du ministère délégué chargé de la Décentralisation.

Depuis des siècles, les pasteurs-éleveurs ont développé leurs modes de vie traditionnels vers la résilience aux sécheresses. En effet, ils connaissent leurs zones de pâturage pour chaque saison et les points d'eau pendant la période de stress. Cette expérience a été transmise au fil des générations. L'amplitude des mouvements des pasteurs, la transhumance, est devenue plus importante dans le pays et à travers les frontières internationales face à la situation de recherche des ressources naturelles limitées (eau, pâturage). Dans ce contexte, Djibouti a adopté une approche participative et toutes les communautés locales sont associées depuis l'évaluation du projet {sa mise en œuvre. Dans chaque projet et programme en cours ou planifiés, il existe un comité de pilotage dans lequel les communautés locales sont représentées

7. PRIORITES REGIONALE

Les écosystèmes, les moyens de subsistance et les identités des communautés pastorales dans les zones arides de la Corne de l'Afrique sont de nature régionale et sont donc fortement influencés par la dynamique transfrontalière. Si la nécessité d'une approche transfrontalière pour faire face aux conséquences plus larges de la vulnérabilité des habitants des zones arides est de plus en plus reconnue, la compréhension de la nature et de l'ampleur des interactions et des activités de coopération transfrontalières dans la région reste insuffisante.

La coopération transfrontalière est un partenariat de collaboration entre États voisins dans l'intérêt mutuel des communautés résidant des deux côtés d'une frontière internationale commune afin de relever des défis communs. Ces défis peuvent être liés à la consolidation de la paix et de la sécurité, à la promotion de l'intégration régionale et de la coopération économique, à la réalisation de la sécurité alimentaire et à la réalisation de la sécurité sociale et environnementale.

Les défis en matière de paix et de sécurité pourraient être dus à la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles telles que les pâturages, la végétation et l'eau. En outre, une coopération insuffisante en matière de développement agricole, de gestion durable des ressources naturelles et de conservation de la biodiversité pourrait poser de gros problèmes pour la sécurité alimentaire. De même, des infrastructures inadéquates telles que les routes, les voies ferrées, les télécommunications, la connectivité énergétique et le transport aérien constituent des obstacles majeurs à l'intégration régionale. Les défis susmentionnés, parmi de nombreux autres, concernent les efforts de renforcement de la résilience et de développement durable, qui à leur tour affectent l'équité sociale ainsi que la paix et la stabilité dans la région.

Comme on le sait, il existe une réelle opportunité de mettre fin aux conflits par une approche de développement transfrontalier.

C'est pourquoi, des initiatives de coopération transfrontalière des organisations régionales et même entre les États ont vu le jour ces dernières décennies.

A l'instar du *Comité conjoint des administrateurs et responsables des régions frontalières* mis en place entre Djibouti et l'Éthiopie dans le cadre des relations bilatérales. Ce comité se réunit chaque semestre de l'année. Au cours de ces réunions, diverses questions sont mises à l'ordre du jour, notamment, la Sécurité, la Circulation des nomades, le Commerce transfrontalier, l'Immigration clandestine.

8. SUIVI-EVALUATION ET APPRENTISSAGE

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche et de l'Élevage, chargé des Ressources Halieutiques sera responsable du suivi et de l'évaluation du Programme de Pays et pour remédier au manque actuel de capacité dans ce domaine, il sera mis en place une structure focale responsable du suivi évaluation qui assurera le suivi des indicateurs des résultats intermédiaires des projets et toutes les activités de collecte des données pour le suivi des activités. Sur le plan opérationnel, le service de programmation et suivi basé au Cabinet du Ministre sous l'autorité de Secrétaire General va coordonner le comité technique de Suivi-Evaluation des projets du programme avec les chargés de projets des institutions parties prenantes. Ce qui nécessitera un renforcement de capacités et de transfert de compétence (formations) pour le personnel technique et au niveau des membres du comité.

Compte tenu des activités à développer et relevant d'autres Départements ministériels il y aura nécessité de la création d'un Comité de pilotage interministériel qui aura comme tâche principale de suivre les indicateurs de performance. Ce dispositif peut être complété par les mécanismes d'évaluation et de coordination de la sécurité alimentaire (Cluster Sécurité Alimentaire et Développement Rural), du secteur de l'eau et de l'assainissement (Cluster WASH), du secteur de la santé et de la nutrition (Cluster Santé et Nutrition) et le Secrétariat de gestion des risques et catastrophes du Ministère de l'Intérieur, du secteur de la protection sociale et de la promotion de la micro -finance (Secrétariat d'État chargé des Affaires Sociales), du secteur de l'emploi (Ministère du Travail chargé de la Réforme de l'Administration) et du secteur du commerce (Ministère délégué au commerce).

Les communautés sont consultées pendant tout le cycle du projet (à l'évaluation, lors de la mise en œuvre et enfin dans le mécanisme du suivi et de l'évaluation). Au cours de l'évaluation, les communautés identifient leurs besoins et leurs idées sont incorporées dans les documents du projet. Les communautés suivent donc les composantes lors de la mise en œuvre.

Un autre mécanisme consiste à mener des entretiens de différents groupes sociaux communautaires (aînés, femmes et jeunes) pour étudier les répercussions des interventions sur les moyens de subsistance des groupes bénéficiaires. Dans ces entrevues, les informations sont recueillies dans des questionnaires d'entrevue et les commentaires sont reçus de la réponse des groupes sociaux. Ensuite, ils sont compilés dans un rapport et les recommandations sont rédigées à partir des réponses.

Le Suivi-Évaluation externe devra recevoir une attention particulière, s'agissant notamment de la mesure des impacts des projets en termes de sécurité alimentaire, mais aussi en termes de création d'emplois et de respect des ressources

9. REFERENCES

Document Programme Pays (2011-2016)

Rapport nationale de résilience a la sécheresse –Déc. 2017

Base de donnée des projets en cours/ préparation (DFE)

Fiche de quelque projets spécifique/ rapport d'activités (MAEPE/RH)

Rapport Semestriel DEDD 2017

Livret statistique 2017(DISED)

IPC 2017 (DISED)

Présentation de nouveau seuil de pauvreté (DISED-2013)

Programme national d'investissement agricole et sécurité alimentaire et nutritionnelle

10. ANNEXES

10.1 PLAN D'INVESTISSEMENT POUR LES 5 ANNEES A VENIR

Nom des Programmes/ Projets:	En cours	Planifié	Bailleurs de fond/ Donateurs	Institutions / Partenaires impliqués	DPP Composantes/Sous-composantes concernées/an					Début -Fin	Budget (1000 USD)		Groupes cibles	Objectifs	Zones des Programmes/ Projets
					1	2	3	4	5		Donateur	Total			
Mise en place d'une réserve alimentaire stratégique à Djibouti	X		A Rechercheur	MAEPE-RH SEAS	3					2020-2024	5 850	5 850	Contribuer à la couverture des besoins de la population en période de crise ; Atténuer la hausse des prix des denrées alimentaires de base ; Assurer une couverture des besoins en denrées alimentaires de base de l'ordre de 30%.	Djibouti et les Régions de l'intérieur: Tadjourah, Ali-Sabieh, Arta et Dikhil et Obock.	
Mise en valeur des eaux souterraines profondes en République de Djibouti réalisation de 21 forages profonds	X		A Rechercheur	MAEPE-RH	1					2020-2024	2 565	2 565	Contribuer au rural et développement d'améliorer la sécurité alimentaire. pallier efficacement au déficit en eau par l'exploitation de ressources sûres	Régions : Obock et Dikhil	

Projet d'aménagement hydro-agricole par la construction de petits seuils de recharge de la nappe alluviale dans les cinq régions de l'intérieur	X	A Rechercher	1/3	2020-2024	5 000	5 000	<p>Améliorer les conditions de vie de la population rurale du bassin versant de l'Oued Ambouli ; Promouvoir l'agriculture oasienne de l'Oued Ambouli ; Augmenter les ressources en eau de la ville de Djibouti ; Recharge des nappes souterraines</p> <p>Recharge des nappes souterraines Protéger la population de Djibouti contre les crues de l'Oued Ambouli ; Sécuriser les cultures d'Ambouli. Stockage de l'eau pour son utilisation ultérieure</p> <p>Aménagements hydro agricoles des Terres</p> <p>Ecrêtage des débits de crue</p>	<p>Ali-Sabieh, Arta, Dikhil, Tadjourah et Obock</p>
---	---	--------------	-----	-----------	-------	-------	---	---

Projet Amélioration distribution réseaux Eaux Potables Djibouti	X	Gouvernement				3			5630	5630	Djibouti	Djibouti	Améliorer au le réseau AEP Subvenir aux besoins en eau jusqu'à l'horizon 2030.
Projet Fond de Solidarité National	X	Gouvernement				3			25 000	25 000	République de Djibouti	République de Djibouti	Réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité ; Assistance sociale aux ménages confrontés aux aléas de la précarité.
Programme de gestion des eaux et des sols (PRO-GRES)	X	FIDA, Gouvernement, PAM				3			7000	7000	Arta, Dikhil et Tadjourah	Arta, Dikhil et Tadjourah	Améliorer durablement l'accès des ménages ruraux à l'eau et aux ressources locales, et leur résilience au changement climatique ; Créer et améliorer des aménagements hydrauliques et environnementaux Contribuer à l'amélioration des revenus et des services sociaux de base.

10.2 LISTE DES PROJETS EN COURS/PLANNIFIES

N°	Nom des Programmes/Projets	PIA	Financement/ Bailleurs	Zone	Objectifs
1	Mise en place d'une réserve alimentaire stratégique à Djibouti	3	A rechercher	Djibouti	Contribuer à la couverture des besoins de la population en période de crise ; Atténuer la hausse des prix des denrées alimentaires de base ; Assurer une couverture des besoins en denrées alimentaires de base de l'ordre de 30%.
2	Mise en valeur des eaux souterraines profondes en République de Djibouti réalisation de 21 forages profonds	1	A rechercher	Ali-Sabieh, Arta, Tadjourah et Obock	Contribuer au rural et développement d'améliorer la sécurité alimentaire. pallier efficacement au déficit en eau par l'exploitation de ressources sûres
3	Aménagement hydro agricole des trois bassins versants de DIKHIL (GOBAAD, HANLE et GAGGADE)	1	A rechercher	Région de Dikhil	Contribuer au développement rural et d'améliorer la sécurité alimentaire ainsi que de pallier efficacement au déficit en eau par l'exploitation de ressources sûres

N°	Nom des Programmes/Projets	PIA	Financement/ Bailleurs	Zone	Objectifs
4	Projet d'aménagement hydro-agricole du bassin versant d'Ambouli	1 & 3	Partiellement financé par la Coopération Turque	Région d'Arta	Contribuer à l'amélioration de la production et de la productivité agricole à l'effet d'augmenter substantiellement les revenus des petits producteurs, éleveurs et pêcheurs et permettre ainsi de réduire sensiblement la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition.
5	Projet d'aménagement hydro-agricole par la construction de petits seuils de recharge de la nappe alluviale dans les cinq régions de l'intérieur	1 & 3	A rechercher	Ali-Sabieh, Arta, Dikhil, Tadjourah et Obock	Améliorer les conditions de vie de la population rurale du bassin versant de l'Oued Ambouli ; Promouvoir l'agriculture oasienne de l'Oued Ambouli; Augmenter les ressources en eau de la ville de Djibouti ; Recharge des nappes souterraines Recharge des nappes souterraines Protéger la population de Djibouti contre les crues de l'Oued Ambouli ; Sécuriser les cultures d'Ambouli. Stockage de l'eau pour son utilisation ultérieure Aménagements hydro agricoles des Terres Ecrêtage des débits de crue
6	Réutilisation des eaux usées épurées pour l'irrigation	3	A rechercher	Djibouti	Satisfaire en partie la demande locale en cultures maraichères et fourragères ; Acheminer l'eau traitée jusqu'à Douba où l'on dispose d'une vaste étendue ou périmètre agricole ; Inciter à l'agriculture maraichère la population de Douba et de Damerjog.

N°	Nom des Programmes/Projets	PIA	Financement/ Bailleurs	Zone	Objectifs
7	Création d'un Centre d'Excellence Régional pour la mise en valeur des zones arides et semi-arides	5	A rechercher	Région de Dikhil	Définir des méthodes efficaces et « acceptables » pour la gestion rationnelle des eaux et des sols, par rapport aux Changements climatiques et à la salinité ; Tester et vulgariser des espèces et variétés animales et végétales adaptées à la sécheresse en Afrique de l'Est en relation avec le changement climatique ; Fonder les bases d'une vulgarisation de l'Agriculture de Conservation en prenant en compte les effets du changement climatique.
8	Projet Amélioration distribution réseaux Eaux Potables Djibouti	3	Gouvernement	République de Djibouti	Améliorer au le réseau AEP Subvenir aux besoins en eau jusqu'à l'horizon 2030.
9	Projet Fond de Solidarité National	3	Gouvernement	République de Djibouti	Réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité ; Assistance sociale aux ménages confrontés aux aléas de la précarité.
10	Programme de gestion des eaux et des sols (PROGRES)	3	FIDA GVT PAM	Arta, Dikhil et Tadjourah	Améliorer durablement l'accès des ménages ruraux à l'eau et aux ressources locales, et leur résilience au changement climatique ; Créer et améliorer des aménagements hydrauliques et environnementaux Contribuer à l'amélioration des revenus et des services sociaux de base.

N°	Nom des Programmes/Projets	PIA	Financement/ Bailleurs	Zone	Objectifs
11	Production Eau Potable par dessalement et Énergie Renouvelable (PEPER)	1	UE	Djibouti	Augmenter la couverture et production d'eau potable de la ville de Djibouti à un coût non rédhibitoire, par la réalisation d'une usine de dessalement pour une production de 22500 m ³ dans une première phase et une deuxième phase de 45.000 m ³ .
12	Projet d'appui au renforcement des compétences dans le secteur de la santé	3	BAD GVT	Arta, Ali-Sabieh, Dikhil et Tadjourah	Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité et abordables pour la population de Djibouti.
13	Projet de Soutien au Développement des Services d'Oncologie	3	BID	Djibouti	Améliorer l'état de santé de ses citoyens en prenant en compte de la charge sociale et économique du cancer. Améliorer l'accès aux services d'oncologie de qualité en établissant un centre de radiothérapie moderne dans la ville de Djibouti.
14	Employabilité de la main d'œuvre Djiboutienne (Projet PED)	3	USAID	Djibouti	Renforcer la main-d'œuvre pour répondre aux besoins de l'évolution du marché du travail de Djibouti
15	Programme de Résilience à la Sécheresse et de Développement des Moyens de Subsistances Durables dans les Pays de la Corne De l'Afrique (PHASE II)	3	BAD GVT	BV de Beyya Aday, DedeiWeyn, Barislié, BV de Douada, Damerjog et (sous-bassins de Mouloud, Arouo, et Harou)	Améliorer la résilience à la sécheresse des communautés rurales des zones cibles pour une bonne sécurité alimentaire

N°	Nom des Programmes/Projets	PIA	Financement/ Bailleurs	Zone	Objectifs
16	Projet 11ème Fonds européen de développement (2014-2020)	3	UE	Djibouti	Améliorer l'accès à l'eau, d'hygiène, et de la salubrité pour la population
17	Fonds Régional pour le renforcement de la résilience à la sécheresse à la Corne de l'Afrique	3	KFW et BAD	Région de Dikhil	Renforcer les systèmes de production des pasteurs et des agro-pastoralistes et de diversifier leurs moyens de subsistance afin d'améliorer la résilience à la sécheresse des communautés dans certaines régions transfrontalières des zones arides et semi-arides
18	SECURITE ALIMENTAIRE ET RESILIENCE	3	Union Européenne	DJIBOUTIVILLE, ALISABIEH, ARTA, DIKHIL, TADJOURAH, OBOCK	
19	EGALITE DES GENRES	7	Union Européenne	DJIBOUTIVILLE, ALISABIEH, ARTA, DIKHIL, TADJOURAH, OBOCK	
20	Projet d'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur agricole	3	AFD	DJIBOUTIVILLE, ALISABIEH, ARTA, DIKHIL, TADJOURAH, OBOCK	

N°	Nom des Programmes/Projets	PIA	Financement/ Bailleurs	Zone	Objectifs
21	Projet SEROFTA et GOFER	3	Banque Islamique de Développement	ETHIOPIE	
22	Etude faisabilité d'un village artisanal	3	Banque Islamique de Développement		
23	Plans de Développement Régionaux	3	A rechercher	DJIBOUTIVILLE, ALISABIEH, ARTA, DIKHIL, TADJOURAH, OBOCK	
24	Programme de Formations diplômantes destinées aux étudiants éligibles en Master de Gestion de Risques et des Catastrophes ; formation des enseignants continue des professeurs assistant au niveau doctorat dans les domaines de la résilience.	5	Université de Djibouti	Djibouti	Renforcer les capacités techniques dans le domaine de la résilience au niveau des étudiants et du corps des enseignants spécialisés de l'université de Djibouti.
25	Centre d'Excellence des logistiques	5	Université de Djibouti	Djibouti	Promouvoir la recherche et les enseignements de la logistique au niveau régional et international, avec les technologies de pointe



Document préparé par un groupe d'experts nationaux avec l'appui de l'IGAD



Avenue Georges Clemenceau | P.O. Box 2653, Djibouti - Republic of Djibouti

Tel: +254 21 35 40 50

Fax: +253 21 35 69 94 /21

Email: igad@igad.int

Web: <https://resilience.igad.int/>